

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/717  
15 avril 1955

FRANCAIS  
Original: FRANCAIS/ANGLAIS

Distr. double

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Onzième session

Point 8 de l'ordre du jour

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE  
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES  
SUR SA SEPTIEME SESSION

Résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme

le 14 avril 1955

Résolution A

ETUDE PROPOSEE SUR LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
DANS LE DOMAINE DE L'EMIGRATION, DE L'IMMIGRATION  
ET DES DEPLACEMENTS

Le texte de cette résolution est celui du projet de résolution A présenté par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (voir Document E/CN.4/711, Annexe 1).

Résolution B

ETUDES SUR LES MESURES DISCRIMINATOIRES QUE DOIT ENTREPRENDRE LA  
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

La Commission des droits de l'homme,

Ayant examiné le rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa septième session (E/CN.4/711),

Constatant que la Sous-Commission a achevé, à sa septième session, l'examen des rapports préliminaires sur les méthodes à suivre pour étudier en 1955 les mesures discriminatoires dans les domaines :

- a) Des droits politiques prévus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/165),
- b) De la liberté de religion et des pratiques religieuses (E/CN.4/Sub.2/162),  
et
- c) De l'émigration, de l'immigration et des déplacements (E/CN.4/Sub.2/167),

Considérant que la Commission et le Conseil économique et social ont tous deux approuvé le projet d'entreprendre en 1955 une nouvelle étude dans l'un des domaines ci-dessus mentionnés, que l'étude de la discrimination dans le domaine de l'enseignement soit terminée ou non,

Exprime son profond regret de constater qu'en dépit de cette approbation, on n'a pas pris les dispositions nécessaires pour rendre une telle étude possible en 1955;

Félicite la Sous-Commission des efforts qu'elle a déployés et approuve le programme de travail qu'elle a adopté;

Approuve la décision de la Sous-Commission d'entreprendre en 1956 deux nouvelles études sur les mesures discriminatoires, afin de ne pas retarder ses travaux et exprime l'avis qu'au cas où ce serait impossible, une nouvelle étude doit être entreprise en tous cas en 1956 et une autre en 1957,

Exprime l'espoir que les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées continueront de donner à la Sous-Commission tout le concours et toute l'aide qui peuvent lui être nécessaires et que la Commission de la condition de la femme continuera de coopérer avec la Sous-Commission.